



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

JEUDI 21 JUIN 2018

# BURE : UNE REPRESSION QUI NE DOIT PAS ENTERRER LE PROBLEME DU STOCKAGE DES DECHETS NUCLEAIRES

Hier matin, des perquisitions et arrestations ont eu lieu avec un fort dispositif policier dans des lieux de vie d'opposants au [projet d'enfouissement de déchets radioactifs](#) (Cigéo) à Bure, dans la Meuse. Fait rarissime : l'un des avocats du mouvement France Nature Environnement a été interpellé lors d'une perquisition à son cabinet parisien et placé en garde à vue, l'empêchant ainsi de défendre les intérêts des citoyens mis en cause.

France Nature Environnement dénonce la répression récurrente et grandissante que subissent les personnes qui s'opposent à ce projet. Une étape plus qu'inquiétante a été franchie avec l'interpellation d'un avocat. [Comme l'ont souligné un certain nombre de ses confrères](#), « un tel procédé porte non seulement atteinte au droit à une défense effective mais constitue également une gravissime remise en cause du plein exercice de la profession d'avocat, pourtant garanti par la loi et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme ».

Cet avocat travaille au soutien des actions de France Nature Environnement, avec d'autres avocats et juristes passionnés par le droit de l'environnement, s'engageant quotidiennement aux côtés de nos associations.

### **Ne pas occulter le problème de fond : Cigéo**

Cigéo n'est pas un « petit » sujet. C'est enterrer plus de 90% de la radioactivité française à Bure. Alors que les autorités compétentes ont émis des [avis conduisant à revoir sa conception](#) et que même l'ANDRA, porteuse du projet, [doute en interne de sa sécurité](#), Cigéo continue à être imposé par la force. Les réponses apportées sont sur la forme répressives, et sur le fond technocratiques, ne laissant aucune place à l'étude des solutions alternatives à l'enfouissement des déchets en profondeur. Les citoyens consultés lors d'une [conférence de citoyens](#) et la population locale souhaitent pourtant l'examen et la mise en œuvre d'autres solutions, comme le stockage en sub-surface.



## FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

**Michel Dubromel, président de France Nature Environnement**, rappelle : « nous souhaitons que le projet Cigéo, qui engage la France sur un sujet aussi majeur, n'avance pas à marche forcée. Il faut mettre un terme à cette spirale contre-productive. Il faut sortir par le haut de ce dossier en écoutant la voix des nombreux habitants et citoyens favorables à l'étude de solutions alternatives. Le débat public qui se tiendra à l'automne sur le plan national de gestion des déchets radioactifs doit se dérouler avec sérénité et être porteur de solutions respectueuses de notre santé mais également de celle des générations futures ». C'est le sens de la [« lettre ouverte à Emmanuel Macron pour une véritable étude des alternatives à Cigéo »](#), cosignée par plus d'une trentaine d'associations locales et nationales.

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 71 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur [fne.asso.fr](http://fne.asso.fr), Facebook et Twitter (@FNEasso).